DISCURSO

LEIDO

EN EL ACTO DE RECIBIR LA INVESTIDURA

DE

DOCTOR EN LA FACULTAD DE DERECHO,

SECCION DE DERECHO ADMINISTRATIVO,

POR DON FRANCISCO TELLEZ GIRON

FERNANDEZ DE VELASCO,

Duque de Escalona, Marqués de Villena, Conde de Alba de Liste y de Montalban, etc., etc., etc.



MADRID:

Y LIBRERÍA DE DON EUSEBIO AGUADO.—PONTEJOS, 8.

1866.

61083
n.º reg.: 6715

A SUS QUERIDISIMOS PADRES

LOS

EXCMOS. SRES. DUQUES DE UCEDA,

COMO EXIGUO TESTIMONIO

DEL PROFUNDO CARIÑO, GRATITUD Y RESPETO QUE LES PROFESA

SU APASIONADO HIJO

Francisco.

9210038065

Locations.

Vastes ATELIERS et force motrice à louer par fractions, 19, r. Basfroi, faub. Saint-Antoine.

Pharmacie—Médecine.—Parfumerie.

MALADIES DES FEMMES

Mme H. LACHAPELLE, maîtresse sage-femme, professeur d'accouchement. Traitement (sans repos ni régime) des maladies des femmes, inflammations, suites de couches, déplacement des organes, causes fréquentes de la STÉRILITÉ constitutionnelle ou accidentelle. Les moyens de guérison, aussi simples qu'infaillibles, employés par Mme LACHAPELLE sont le résultat de longues études et d'observations pratiques dans le traitement spécial de ces affections. Mme LACHAPELLE reçoit tous les jours, de trois à cinq heures, à son cabinet, rue du Monthabor, 27, près les Tuileries.

CEINTURE contre le MAL DE MER.—25 fr.— CHARBONNIER, BANDAGISTE, rue Saint-Honoré, 233, près la place Vendôme.

VÉSICATOIRE D'ALBESPEYRES.

Faub. St-Denis, 80, et dans les pr. pharmacies. Signé sur le côté vert, admis dans les hôpitaux civils et militaires. Il agit en quelques heures. Pour l'entretenir parfaitement, employez le *Papier d'Albespeyres*.

SANTÉ. — LA REVALESCIÈRE

guérit sans médecine les gastrites, gastralgies, dyspepsies, constipation, glaires, vents, diarrhée, catarrhe, toux, asthme, phthisie. 60,000 cures, y compris celle de Sa Sainteté le pape. 1/4 k., 2 f. 25; 1/2 k., 4 f.; 1 k., 7 f.; 12 k., 60 f. Aux mêmes prix la *Revalescière chocolatée*. Du BARRY, 26, place Vendôme, Paris.

PAULLINIA CLERET guérit à l'instant *migraines* et *névralgies*. 5 fr. la boîte Ph., 151, r. Montmartre. Envoi contre timb.-postes.

forgerons, boulangers, etc. Pendant l'hiver, un certain nombre d'enfants confectionnent des chapeaux de palmier, ce qui devient pour eux une ressource l'époque de la saison morte, où les travaux des champs sont suspendus.

Des primes sont accordées aux enfants pour leur travail. Ceux qui figurent parmi les cinq premiers, dans chaque section, ont droit chaque jour à une récompense pécuniaire, qui à la fin du mois est mise à leur masse. Ils se constituent ainsi un pécule pour l'époque de leur libération.

Cette époque venue, ceux qui ne veulent pas retourner dans leur famille sont placés par les soins du directeur et d'une société de patronage établie à Strasbourg.

...La plupart des enfants regardent la colonie

MALADIES CONTAGIEUSES, vices du sang, **DARTRES,** *maladies des femmes, scrofules.*

Guérison rapide, économique et parfaite par les BISCUITS du docteur **OLLIVIER** *seuls admis dans les hôpitaux, seuls approuvés par l'Académie impériale de médecine et autorisés du gouvernement*. Une récompense de 24,000 fr. a été votée. — A PARIS, RUE PERNELLE, 12, près de la tour St-Jacques. — Consults gratuites de midi à 6 h. et par lettres aff. — Boîtes de 5 et 10 fr. — Expéd.

MALADIES DE L'ESTOMAC.

PASTILLES et POUDRE du docteur BELLOC.

ASTHME suffocation, oppression, guéris par les TUBES LEVASSEUR, pharmacien, rue de la Monnaie, 19, Paris.—3 fr.— Envoi franco.

10. **Annuaire Mathieu (de la Drôme) pour 1867**, 4e année. Un volume in-18 orné de nombreuses vignettes. Prix : 1 franc.

SOMMAIRE : Eclipses. — Grandes marées. — Calendrier pour 1867, renfermant l'heure du lever et du coucher du soleil et de la lune, les phases de cet astre et son passage au méridien. — Registres servant de base à la prédiction du temps, par M. L. NEYRET, gendre de Mathieu (de la Drôme). — Prédictions pour novembre et décembre 1866. — Prédictions pour 1867. — Des prédictions formulées pour 1866. — Population de la France. — France maritime. — Instruction publique et agriculture. — Sur la période glaciaire, par M. BABINET (de l'Institut). — L'Eruption volcanique de l'île de Santorin en 1866 et l'*Atlantide* de Platon, par M. L. FIGUIER. — Le Moral et le Physique, par M. DE PARVILLE. — Le Figuier. — Les Engrais chimiques. — Les Machines agricoles en 1866, par M. V. BORIE. — Résumé historique de l'année, par M. L. HERVÉ.

Les deux *Almanachs* et l'*Annuaire* de M. Mathieu (de la Drôme) sont LES SEULS QUI CONTIENNENT SES PRÉDICTIONS.

Petit Almanach impérial pour 1867, illustré de vignettes par Horace Vernet, Beaucé, Bertall, Breton, Grévin, etc. 20e année. Un vol. in-32 de 192 pages. Prix : 50 cent.

SOMMAIRE : Maisons de LL. MM. l'Empereur et l'Impératrice, et de S. A. I. le Prince impérial. — Voyage en Lorraine de S. M. l'Impératrice et de S. A. I. le Prince impérial. — La Guerre entre l'Autriche la Prusse et l'Italie. — Le fusil à aiguille. — L'Impératrice visitant les cholériques à Amiens. — Légendes napoléoniennes, par J. COLLIN DE PLANCY. — Bataille de Friedland, par M. THIERS. — Les Soldats parvenus, par Auguste VILLEMOT. — Une nouvelle tenue pour l'infanterie. — La Défaite des Sarrasins, par J. COLLIN DE PLANCY. — Le général Public, par Eugène CHAVETTE. — Variétés.

Almanach Prophétique, pittoresque et utile pour 1867, publié par un neveu de Nostradamus, rédigé par les notabilités scientifiques et littéraires, et illustré de 100 vignettes par Gavarni, Daumier, Trimolet, Nadar, Grévin, Staal, Geoffroy, Bertall, Breton, etc. 27e année. Un vol. in-32 de 192 pages. Prix : 50 centimes.

SOMMAIRE : Le Médecin de Cosma, par J. COLLIN DE PLANCY. — Mystères du Ciel, par LEFRANÇOIS-DELUSRIS. — Le Drame du *Fœderis Arca*. — Les Maladies mystérieuses. — Les Fées de Paris, par Auguste VILLEMOT. — Le Cte Alarcos, ballade espagnole. — Urbain Grandier. — Le Fantôme de la forêt du Mans. Aventure du roi Charles VI. — La Baguette divinatoire. — Recettes utiles. — Le Tremblement de terre du 14 septembre. — Variétés.

Almanach du Petit Journal, du Journal illustré et du Nouvel Illustré pour 1867. Un magnifique album de 48 pages, renfermant un grand nombre de belles vignettes et de splendides gravures. Prix : 50 centimes. — Cet étonnant recueil, par une ingénieuse et nouvelle combinaison, **donne**, *étant développé*, **un charmant éventail** *d'Alexandre*, dessiné par MM. Eugène LAMI, BARON, FRANÇAIS, MOREAU, HAMON et VIDAL!!!

Le Parfait Vigneron, Almanach du *Moniteur Vinicole* pour 1867. Un joli volume in-32 de 192 pages, illustré de vignettes. Prix : 50 centimes.

Tous ces Almanachs sont adressés *franco* aux personnes qui en envoient le prix en timbres-poste.

...n complète
..., 1866).

TEMA.

Exámen de los diversos sistemas carcelarios, y juicio crítico de nuestras leyes sobre cárceles y presidios.



Excmo. é Ilmo. Señor:

I.

La Sociedad tiene el derecho de castigar; en torno de este principio, tan antiguo como la sociedad misma, han venido levantando laboriosamente los siglos la ciencia toda del Derecho Penal.

La Sociedad tiene el deber de no pervertir; sobre este principio, harto mas recientemente comprendido, se fundan los que se han llamado sistemas carcelarios, y cuantas investigaciones científicas tienen relacion con ellos.

Aceptados esos dos axiomas morales, aunque vienen á constituir, confundiéndose en la idea final del castigo, un solo principio legal, pueden estudiarse aisladamente, y prescindiendo de las bases teóricas que sirven de fundamento á entrambos, el segundo ofrece por sí sobrado interés, y mas que suficiente dificultad é importancia, para que su realizacion práctica pueda ser objeto de un estudio especial y concreto.

Pocos problemas sociales podrán encontrarse que patenticen de

una manera mas incontestable y elocuente el progreso humano en la idea y en el hecho.

La idea de la pena nace en la primera venganza. Este sentimiento, esencialmente humano, preciso es confesarlo, presenta en el hombre salvaje todos los caracteres esenciales del principio de la pena, y es de una energía inmensa, porque en él se concentran todas las ideas, todos los fines que la civilizacion va separando y depositando despues en la religion, en la ley, en el principio de autoridad, en el poder público mas ó menos completamente organizado.

Como correlativa á la idea de derecho y de propiedad personal, que por abstraccion filosófica, mas que por real observacion histórica, concebimos en el hombre aislado nacer la idea de la pena, bajo la forma de la venganza, y nace completa en su esencia, en lo que han de reconocer despues los pueblos, los filósofos y los criminalistas, *en la imposicion de un mal como consecuencia de la violacion de un derècho.*

En cuanto al principio y á los fines de la pena, la venganza es la primera de las tres grandes etapas de progreso que, á mi entender, ha recorrido el derecho penal, y es por consiguiente la mas imperfecta.

Podemos considerarla como la manifestacion de la justicia individual del derecho en su mas rudimentaria concepcion, imposibilitado de pasar de sentimiento á principio, por faltarle la condicion indispensable de la idea de sociedad y de poder en que encarnarse; y así, aunque no podemos negar en ella ciertas condiciones de justicia penal, tan visibles, que aunque las encontramos vivas en el talion por largos siglos, no las damos tanta importancia como modernos escritores alemanes (1), que han derivado el principio de la pena de la necesidad de aplacar el sentimiento de la venganza, natural en la víctima.

La falta de proporcion y de medida, la pasion unida al castigo, en

(1) Brukner, Essai sur la nature et l'origine des droits, y Schunlza, La science du droit naturel. En derecho, dice este autor, p. 69, la pena no difiere de la venganza.

el que no tiene representacion ningun principio superior al individuo ó á las relaciones puramente individuales, la distinguen bastante de la justicia, para que podamos ver en ella otra cosa que el gérmen informe de una de esas grandes líneas, que han de trazar despues la completa organizacion humanitaria.

La idea de sociedad se consolida, la horda se convierte en tribu y la tribu en nacion; en una ú otra forma llega á realizar la historia la gran evolucion, que supone el reconocimiento del derecho del Estado, y á ese movimiento gigantesco del progreso humano, corresponde otro correlativo en la idea de la pena; su esencia es la misma *imposicion de un mal por la violacion de un derecho*, pero su principio es muy distinto. El Estado, la Ley, la representacion social, se apodera de la venganza y la convierte en talion, arrancándola la desproporcion con que la ira individual la aplica, y limitándola por dos conceptos; en cuanto á la naturaleza de la pena y en cuanto á su medida. Semilla y primitiva idea de igualdad material, no entran en su composicion filosófica mas elementos que las condiciones objetivas del delito; la pena no se refiere mas que á él, en él busca la razon de su existencia, el principio de su legitimidad, su medida, su proporcion y hasta su naturaleza y su forma.

Al talion, propio de las civilizaciones incompletas del Oriente, puede unirse la *composicion* ó precio del delito, carácter distintivo de las civilizaciones incompletas del Occidente, que en el largo progreso de la encarnacion de la idea de la pena en la ley, en el derecho social, representa tambien un gran paso, porque trae dos gérmenes nuevos, rudos é incompletos, cierto es, pero perfectamente visibles, de dos condiciones que debe reunir la pena. El talion habia limitado la venganza, obedeciendo al principio de proporcionalidad; la *composicion* limita aún mas la venganza, obedeciendo al principio de satisfaccion y de perdon; á la idea de igualdad material, física, entre el delito y su pena, sucede una relacion de equivalencia entre el daño causado y los bienes con que ha de repararse, mas espiritual, mas elevada que la anterior. Nace tambien á su lado la idea del interés público, de que los delitos

satisfechos por el precio fijado en las leyes, no sean para su castigo una nueva fuente de desórdenes y de pérdidas para la sociedad, y así se consigna en las Capitulares de Carlo-Magno (1), «*que si alguno no quiere recibir por la ofensa sufrida el precio de su venganza fijado por las leyes, se le destinará á un lugar donde no pueda ofender á nadie.*»

Cuando la idea del Estado se consolida por completo y hasta adquiere exajerada preponderancia, la ley penal dá un nuevo paso, adquiere un carácter de utilidad pública, de defensa social; y como el análisis científico estaba poco adelantado, y no se comprendian perfectamente las estrechas relaciones que existen entre el órden civil y el político; como este estaba aislado en medio de aquel, como Eolo en la caverna de los vientos (2), vemos que se reservan las penas mas atroces y desproporcionadas para los delitos que se refieren á la seguridad interior ó esterior del Estado.

El cristianismo y las leyes canónicas templan un tanto el rigor de las incompletas teorías de derecho que la civilizacion iba desenvolviendo. La idea del perdon por la penitencia, puramente religiosa durante la edad media, la caridad y otros sentimientos sublimes, nacidos de la inagotable fuente de bien del Evangelio, modifican las rudas consecuencias de los estrechos principios legales que dan á las penas las civilizaciones greco-romanas despues de su fusion con los principios germanos y su consolidacion en monarquías europeas. Nos asombra á veces descubrir en las leyes palabras de espiacion espiritual, de reforma del pecador por el sufrimiento, que parecen eco de teorías que han de nacer mas tarde: son revelaciones del sentimiento cristiano y religioso, no consecuencias lógicamente deducidas de principios descubiertos que puedan apreciarse en el análisis puramente científico de la progresion del derecho.

---

(1) Capitul., art. 779, c. 22.

(2) Carmignani, Teor. dell. llegg. della incurezza locale, t. IV, p. 236.

Para que aun los mas elevados principios morales ejerzan toda su influencia en las leyes, es preciso que se revistan de carácter científico, y se formulen en conclusiones prácticas y completas. El Evangelio no llegó á borrar la esclavitud hasta que los bárbaros formularon el principio de la personalidad humana en una nueva organizacion del trabajo con la creacion de los cultivadores libres, al paso que la mujer conquistó su libertad desde luego, porque el Evangelio contenia una organizacion completa y perfectamente científica de la familia.

Un fenómeno parecido al primero de estos dos, se observa en la progresion del derecho penal. En los principios del Cristianismo estaban los gérmenes de los elevados fines que la legislacion penal debe dar á la idea del castigo, y sin embargo, como no eran mas que máximas morales, su influencia en los sistemas de derecho es muy escasa, apenas sensible durante muchos siglos, y hasta mediados del último no se afirma la nueva idea de la reforma por la pena, base de los sistemas carcelarios, y completamente desconocida en los períodos anteriores.

Cada una de esas grandes evoluciones ha unido á la esencia de la pena, siempre constante *de la imposicion de un sufrimiento por la violacion de un derecho*, un nuevo elemento de verdad y de justicia; y en ese majestuoso progreso marcado con un sello providencial, cada paso ha afirmado los principios de verdad que conquistara el anterior. La venganza fue la sencilla espresion de la idea individual y primitiva del derecho, de la personalidad y de la pena. El talion unió el principio de la proporcionalidad; la composicion elevó el mismo principio á un concepto de equivalencia, menos material que el de igualdad física, y allegó las primeras ideas de utilidad social en el castigo y aun de perdon del ofendido; la defensa del Estado afirmó mas la intervencion social, y acabó de levantar la concepcion de la pena á un principio superior á las individualidades; por último, la idea de la correccion, de la reforma y del arrepentimiento, triunfo práctico y aplicacion científica de las ideas cristianas, señala un nuevo rumbo á la ley, sin negar ninguna de las verdades conquistadas antes.

Marcada á grandes rasgos la progresion científica de la idea de la

pena, nos encontramos frente al último principio que la ha conquistado la ciencia, y sobre el que han de versar estas pobres observaciones. La correccion en el castigo, la pena estudiada, no en su relacion objetiva con el delito, sino en su influencia sobre el agente, no en su aplicacion á hechos limitados y concretos, sino al principio verdaderamente infinito del corazon humano, universo encerrado dentro del mundo.

Nada mas grande, nada mas fecundo, nada tampoco mas difícil. Si hubiera de darse á esta idea todo el desenvolvimiento filosófico que sus bases reclaman, se recorrerian los límites mas estensos que vuestra indulgencia pudiera conceder á este trabajo, sin llegar á los puntos concretos y prácticos que su proposicion señala.

Abandonaremos pues, aunque con sentimiento, ese terreno, cerrando estas observaciones preliminares con una indicacion práctica, que justifica, no ya solo en la esfera de los principios superiores de justicia, sino en la de los resultados inmediatos de las penas, la necesidad de un atento estudio de los sistemas carcelarios, si se quiere que el derecho de castigar no sea para las sociedades, en muchas ocasiones, como resultado final, un sacrificio de la utilidad y de la conveniencia pública en aras de la espiacion y de la justicia.

En el análisis de los efectos del bien y del mal en el hombre, es un hecho constante, que la correccion por el dolor y el sufrimiento, es esclusivo privilegio de las almas grandes, de las creencias profundas, de los caracteres superiores; la redencion por el martirio ha sido siempre patrimonio del justo; la salvacion por la penitencia solo se concibe en el creyente. Las almas pobres, los caracteres empequeñecidos por la miseria, manchados por el vicio, arrastrados despues por el crímen, que son los que por regla general pueblan las prisiones y son objeto de las penas, no tienen vigor ni temple suficientes para que el sufrimiento y el dolor por sí solos los levanten, y les hagan sentir en la espiacion del mal, el principio del bien. Lejos de verificarse esa saludable reaccion por el dolor, que salva y eleva á algunas constituciones privilegiadas, se postran y abaten más, á ser posible, gastan en la humillacion ó en la hipocresía los últimos restos de virilidad que respetaran las pasio-

nes, y vuelven á la sociedad mas viciados que cuando la ley los apartó de su seno. El equilibrio moral, como concepcion abstracta, ha sido momentáneamente restablecido por la pena, pero el criminal ha atesorado todo el mal que la sociedad le imponia, para devolvérselo despues, como quien restituye un capital con acumulados intereses.

La fría y descarnada aplicacion del mal por el mal, que con mas ó menos proporcionalidad ha constituido toda la ciencia penal de muchos siglos, y que aún constituye hoy toda la ciencia penal de casi todos los pueblos, por esa sola ley psicológica, y prescindiendo de otros elementos corruptores, que suelen acompañar á la ejecucion de las penas, no puede dudarse que envuelve un principio de perversion para el agente castigado, que ha de volver al seno de la sociedad que le castiga, y todos los hechos prácticos confirman hoy la verdad de esa observacion teórica. El castigo de un delito, hijo tal vez del estravío de un momento, le cuesta á la sociedad la completa corrupcion de uno de sus miembros: en el lenguaje popular de todos los pueblos, un rematado de presidio es el tipo de la perversion mas acabada; la justicia se cumple á costa de la moral. El fin último de toda ley de derecho, que no puede ser otro que el bien, se encuentra singularmente contrariado en la aplicacion de la ley penal, preciso es confesarlo; esa contradiccion no puede nacer de un error de principio, porque seguros estamos de sus sólidos é inquebrantables fundamentos: nace de un defecto en su aplicacion misma y en su desarrollo, hasta el dia incompleto. Es preciso que esos efectos inmediatos de la pena en el agente criminal se combatan; que el equilibrio moral se restablezca en el órden de sus sentimientos, como se restablece en el órden espiritual de la sociedad, en la que se ha cometido el delito. Acéptese con sana intencion y decidida fé ese principio; proclámese, como lo hace uno de nuestros primeros escritores de administracion (1), que toda prision que no tienda á precaver futuros delitos, no responde á los fines sociales; únase la práctica al principio, la obra á la fé, redactando nuestras leyes y levantando nuestras cárceles

(1) Colmeiro, Derecho administrativo.

en armonía con esas prescripciones, y la esperiencia probará bien pronto, que no son declamaciones optimistas las que prometen en breve tiempo un sensible descenso en la criminalidad del país.

No es posible dudar que los malos efectos de la pena en el criminal, y los instintos mismos que le guiaron á cometer el delito, pueden modificarse profundamente por un buen sistema carcelario. En el curso de este trabajo se demostrará mas por completo, pero basta para convencerse de ello fijar la atencion en que, si es grande la distancia que separa al crímen del arrepentimiento, al vicio de la moralidad, á la ignorancia corrompida de las buenas costumbres, á la vagancia crapulosa, que suele poblar las cárceles, de los hábitos de laboriosidad, que solos pueden formar buenos ciudadanos, y si hoy no se salvan esas distancias en nuestros presidios, las que separan á esos establecimientos de lo que debe ser una penitenciaría, son mucho mayores aún, las que separan á los medios que hoy se ponen en juego, de los que un sistema regular debe emplear, son infinitamente mas grandes; y que si hoy nada se consigue, porque nada se hace, no es lícito suponer que nada se conseguirá, cuando todo lo que deba hacerse se haga, cuando las cárceles encierren elementos de instruccion y de reforma, mas poderosos que los de corrupcion é inmoralidad, que han arrastrado á los penados á cometer sus crímenes.

II.

Los Estados-Unidos de América han sido la verdadera cuna de los sistemas penitenciarios, verificándose en su desarrollo el singular fenómeno, pocas veces observado en reformas sociales de esta trascendencia, que la práctica ha formado en muchos casos la teoría, y se ha formulado el sistema sobre el hecho ya realizado, tomando el nombre mismo del edificio en que tenia su representacion material.

Los quákeros, cuyos principios religiosos rechazaban la efusion de

sangre, habian alzado repetidas veces su voz contra las severas leyes que conservaban aquellos estados como legado de su madre patria. La asamblea legislativa de Pensilvania fue la primera que cedió á su propaganda, y la pena de prision sustituyó en muchos casos á los castigos corporales, y se levantó la carcel de Walnut-Street, en la que se clasificó á los penados segun la naturaleza de sus delitos, y se construyeron algunas celdas para los que eran condenados por los tribunales á aislamiento absoluto, en el que no se les permitia el trabajo (1).

Este sistema imperfecto no era todavia acreedor al nombre de tal, porque la clasificacion de los penados es completamente inútil, y hace imposible toda idea de reforma; la ociosidad es un elemento tan corruptor como la mala compañía, y mas funesto para la vida del presidiario. Los méritos de los fundadores de esta prision no fueron otros que los de dulcificar las leyes sanguinarias de la Pensilvania, y llamar la atencion pública sobre el importante punto de la reforma de las prisiones; son muy bastantes para que necesiten usurpar ninguno que en justicia no les pertenezca.

El estado de Pensilvania contó bien pronto numerosos imitadores; New-York, Maryland, Massachusets, New-Jersey, Virginia y otros construyeron penitenciarías bajo bases muy parecidas, reservando siempre la prision aislada y sin trabajo para los grandes criminales, y colocando reunidos á los demás, ó con clasificaciones necesariamente arbitrarias; pero los resultados estuvieron muy lejos de responder á las esperanzas naturalmente exajeradas en el planteamiento de toda reforma importante y fuertemente apoyada por la opinion pública, y en el informe presentado á la legislatura de New-York (2), se declara terminantemente: «que la mayor parte de los penados, lejos de reformarse, se endurecian y viciaban mas en la prision.»

Hiciéronse nuevos esfuerzos, nuevos sacrificios, y se construyeron las prisiones de Pittsburg y de Cherry-Hill, en las que todos los dete-

---

(1) Beaumont et Tocquéville, Du système péniténtiaire aux Etats-Unis.
(2) Informe de 20 de enero de 1819 á la asamblea legislativa de New-York.

nidos debian estar en celdas aisladas y privados de todo trabajo. En la prision de Auburn se ensayó el mismo sistema con 48 penados, y el resultado fue tan funesto, que se abandonó al poco tiempo, manteniendo la separacion en las celdas durante la noche, pero estableciendo talleres, donde se trabajara durante el dia en medio del silencio mas rigoroso. Este sistema obtuvo en poco tiempo estraordinario éxito, y bien pronto la prision de Auburn, que le dió su nombre, fue insuficiente para contener los penados que á ella se destinaban, y entonces su director Mr. Elan Lynds, con cien penados acostumbrados á su mando levantó en las orillas del Hudson la prision de Singsing, sin mas auxilio ni mas fuerza para contenerlos, que su propio prestigio, con mil celdas construidas por los presidiarios, que habian de ocuparlas los primeros.

Desde entonces el movimiento de la opinion se inclinó decididamente por el sistema de Auburn, sin que por eso le faltaran adversarios tan profundos y decididos como Livingston, que clamaban contra los duros castigos corporales que no puede menos de exijir el mantenimiento de un silencio rigoroso en los talleres. Los males de la ociosidad eran demasiado evidentes para que escaparan á la ilustrada atencion con que la opinion pública seguia los progresos de la reforma, los resultados de los ensayos practicados y el curso de las animadas discusiones científicas de que eran objeto, y la Pensilvania misma dió el ejemplo de la combinacion de los dos sistemas de Pittsburg y de Auburn, estableciendo la penitenciaría de Cherry-Hill, en la que se mantenia el aislamiento absoluto de dia y de noche, pero permitiendo el trabajo á los penados.

Estos dos sistemas son los que han venido á quedar frente á frente en el campo de la ciencia, y comparándolos podemos deducir que representan dos verdades completamente adquiridas y elevadas á la categoría de axiomas: primera, que el trabajo es una condicion indispensable de todo sistema carcelario del que se espera la correccion y no la muerte, la locura, la desesperacion ó el aniquilamiento del culpable, que no solo le prepara para la libertad, despertando en él los perdidos

hábitos de trabajo, sin los que una vida honrada es imposible, aunque se supusieran los mas decididos propósitos de enmienda y las mas favorables disposiciones hácia el bien, sino que en la prision misma, sin un trabajo moderado, pero asíduo, no es posible intentar la regeneracion del delincuente. La santa fatiga de un trabajo productivo es la única que puede predisponer al alma á recibir las sanas inspiraciones de un arrepentimiento sincero y de un formal propósito de reparacion y de enmienda; ella templa las pasiones del alma como los violentos apetitos de los sentidos, y deja al espíritu en reposo al mismo tiempo que prepara al cuerpo para el descanso. Ese trabajo, por consiguiente, no ha de representar solo un dolor y una fatiga, sino una trasformacion, un producto, porque nada eleva mas al hombre que la idea de creacion, de arte, en la mas estensa acepcion de esta palabra. Así el Tread-mill, por ejemplo, especie de suplicio establecido en algunas prisiones inglesas (1), que consiste en un mecanismo por el cual la celda del presidiario se llena lentamente de agua, que llegaria á ahogarle, si no la arrojara constantemente con un penoso esfuerzo, debe proscribirse al igual de la ociosidad, porque irrita y desespera tanto como ella.

La segunda verdad, irrevocablemente adquirida tambien, es que el aislamiento es otra condicion indispensable, no ya solo para conseguir la reforma, sino para evitar la completa corrupcion de cuantos detenidos penetren en una prision donde no se mantenga con toda severidad. Las clasificaciones están ya reputadas por completamente imposibles, porque los crímenes mas parecidos son hijos muchas veces de moralidades enteramente distintas, y en un mismo delito se ven representados los principios mas opuestos; además de que, como observa Livingston (2), «la cárcel dejaría de ser una pena si se permitiese á los de»tenidos mantener las mismas relaciones sociales que fuera de la »prision.»

La combinacion de esos dos principios, unidos con la instruccion

(1) Marchand, du paupérisme.

(2) Livingston, Introduccion al código de la disciplina de las prisiones.

moral y religiosa, es lo único sobre lo que se ofrece cuestion; y fácilmente se comprende, que la dificultad así planteada puede darse casi por resuelta.

El sistema de Filadelfia, ó sea el aislamiento absoluto en celdas separadas, es indudable que realiza los dos principios de la soledad y del trabajo de una manera completa; y si todos los elementos corruptores de las prisiones nacen de la sociedad con los mas empedernidos criminales, evita radicalmente ese peligro. Al mismo tiempo, el trabajo no se presenta como una nueva pena, sino como un inapreciable beneficio, y Beaumont y Tocquéville, que visitaron minuciosamente las cárceles de los Estados-Unidos, afirman que, en la penitenciaría de Filadelfia, todos los penados les hablaban de sus trabajos, como de un beneficio al que se manifestaban reconocidos (1): de este modo, si el hábito tiene alguna influencia en los destinos y en la conducta posterior del hombre, no puede negarse que se le prepara de la mejor manera posible para volver al seno de la sociedad. Es imposible que olvide la dolorosa impresion que le produjera la ociosidad en medio del aislamiento sepulcral de la penitenciaría, y los gratos momentos que debió al trabajo, únicos de los que conservará algun recuerdo agradable.

No niegan, no podian negar esas sencillas y óbvias observaciones los defensores del sistema de Auburn, cuya diferencia del anterior no estriba mas que en una cuestion de método.

Tambien reconoce este sistema las ventajas del trabajo y la necesidad del aislamiento, pero sostiene que el aislamiento moral, producido por un silencio rigoroso, es de los mismos ó de mejores resultados, que el que puede obtenerse por las celdas. En los talleres sometidos á ese régimen hay reunion, pero no hay sociedad; dicen, faltan simpatías comunes, miras únicas, cambio de pensamientos y de afectos, que es lo que constituye lazo social, y al mismo tiempo la vista de sus semejantes, al par que satisface un instinto tan esencialmente humano como el de la sociabilidad, prepara al culpable, mejor que el absoluto aisla-

(1) Beaumont et Tocquéville, Du système péniténtiaire aux Etats-Unis, t. I.

miento para volver al seno de la sociedad sin haber perdido este instinto tan necesario para la vida libre.

La objecion capital, que se presenta contra ese sistema, consiste en la imposibilidad de mantener ese silencio tan absoluto como es necesario para que no lleguen á formarse lazos de sociedad entre los penados, ni logren asociar su espíritu para empresas comunes. Los medios de comunicarse, que pueden poner en juego, son infinitos; la práctica diaria, la necesidad y el violento deseo de entenderse, fuertemente escitado por la prohibicion y la presencia de sus compañeros, todo lo burla, todo lo supera; y eso basta para que el sistema pierda todas sus condiciones de tal, para convertirse en un medio de detencion con todos los vicios y vacíos de las mas antiguas cárceles. Posible es que en algunas de las prisiones de los Estados-Unidos sometidas á este régimen, se observe con toda severidad, y el resultado sea completo hasta el punto que aseguran Beaumont y Tocquéville, que en semanas enteras de observacion en una misma penitenciaría, no han sorprendido á un solo detenido que profiriera una palabra, ni en los talleres, ni en la capilla, ni en los patios; pero para esto es necesario prisiones admirablemente construidas y gefes tan distinguidos como Elan Linds, el célebre director de la de Auburn, y una severidad y dureza en las penas corporales, que puede malograr, ó al menos hacer mas difícil la reforma de muchos penados, cuyas costumbres no pueden dulcificarse con tan áspero trato.

Mr. Allier (1) resume los argumentos con que se ha combatido ese sistema en unas elocuentes frases que no puedo resistir al deseo de trasladar íntegras. «Es al mismo tiempo, dice, imposible, cruel y mor-
»tal; es imposible, porque para mantener el aislamiento y la incomuni-
»cacion entre ciento como entre mil penados, serian necesarios otros
»tantos vigilantes, porque los presos se servirian de sus dedos y de sus
»gestos, como los sordo-mudos; porque en fin, sin recurrir á mil co-
»nocidas astucias, logran siempre hablarse en voz baja; es cruel, porque

(1) Allier, Etudes sur le système pénitentiaire et le patronage.

....

»reunir los hombres en una misma prision y obligarlos á vivir juntos »imponiéndoles un silencio absoluto, es someterlos á un verdadero »tormento; y es mortal, porque está universalmente reconocido que la »accion de la palabra es tan necesaria á los pulmones como el aire res-»pirable, hasta el punto de que el hombre que estuviera diez años sin »hablar llegaria infaliblemente á tísico, despues de haber caido en el »idiotismo.»

Y por otra parte, esas graves dificultades innegables, del sistema de Auburn para mantener el silencio y la incomunicacion en medio del contacto, que con tanta facilidad pueden ser burladas, que solo á tanta costa pueden llegar á ser mantenidas, solo pueden servir, segun sus mas ardientes defensores, para mantener vivo el espíritu de sociabilidad con los penados, y no ahogar ese instinto necesario para su vida de ciu-dadanos.

Es dudoso que la mas prolongada prision, lejos de ahogar el instinto de la sociabilidad, no lo avivara mas con la privacion de sus goces: no es ese sentimiento un hábito adquirido por la educacion ó por el trato, y que puede borrar con facilidad el tiempo, como borra el agua las huellas que se imprimen en la muerta arena de una playa; es un sen-timiento vivo en el hombre, que solo puede morir con él, como planta hondamente arraigada, que si no puede romper la losa que la oprime, se vigoriza mas bajo su peso, y adquiere, cuando se la liberta de ella, sus naturales formas y su primitiva lozanía. Pero aunque así no fuera, ¿es acaso la vista de sus compañeros de infortunio el único medio de man-tener en el penado el recuerdo de la vida social? Y en el riguroso sis-tema celular, ¿no pueden hacérsele sentir mejor que en otro alguno todas las influencias benéficas de las instituciones sociales, de cuyo in-mediato contacto se encuentra temporalmente separado? La instruccion religiosa, las exhortaciones del capellan, las indulgentes amonestacio-nes de los jefes del establecimiento y de las autoridades encargadas de su inspeccion y de las visitas de que debe ser objeto, son elementos harto mas poderosos para mantener y regularizar el instinto societario, que el cuadro de un taller en movimiento, que segun el sistema de

Auburn, rigorosamente planteado, es lo único que debe ofrecer el trabajo en comun. Si el penado no está privado de instruccion elemental, si una completa ignorancia no le aisla con una barrera mas espesa que la de la prision misma del resto de sus semejantes, la sola lectura de un libro le mantendrá en mas relacion con el espíritu social que pudiera hacerlo el trabajo en comun y en silencio de muchos años; y si ha penetrado en la prision en ese estado de aislamiento moral, en que generalmente se encuentran las clases mas ínfimas, la instruccion, que con preferencia á todo debe recibir, abrirá á su alma horizontes desconocidos y relaciones sociales, que el trato mas activo con sus iguales no le hubiera llegado á hacer comprender jamás. Y si el mal que pudiera nacer de la soledad puede por tan poderosos y fecundos medios combatirse, la honda impresion que en el ánimo de los culpables produce, es un hecho reconocido universalmente. «El aislamiento, dice uno de nuestros mas distinguidos publicistas (1), intimida mas que los castigos ordinarios, y no solo tiene el carácter de una pena ejemplar, sino »que es el agente mas poderoso de toda reforma moral: el silencio es »la voz de Dios en el desierto.»

«El influjo de la prision solitaria, dice un escritor, produce un cam»bio casi instantáneo en los caracteres mas rebeldes; el hombre pere»zoso é indolente se trasforma en activo y laborioso, los arrebatos de »cólera ceden su lugar á una sumision absoluta, y los corazones mas »endurecidos se ablandan á la voz de la benevolencia y de la Re»ligion.»

Ofrece pues, este sistema mas condiciones de ejemplaridad y de represion con todos los requisitos que pueden desearse; pero al pesar fuertemente sobre los culpables no lo hace irritándolos, sino doblegándolos bajo una presion que abraza todos los instantes de su vida, y que los hace doblar la rodilla sin herirlos; no presenta los peligros de que sus bases esenciales resulten minadas á cada instante por la escasa vigilancia, ó la interesada complicidad, ó la limitada perspicacia de un

(1) Colmeiro, Derecho administrativo.

SEVILLA

jefe, y dá mas libre y mas estenso campo á las exhortaciones de todo género, á la difícil obra de restaurar sus oscurecidos sentimientos morales, de enderezar al bien los torcidos instintos de los penados, sin temor de que un sarcasmo, un gesto del mas empedernido, dé en tierra en un momento de descuido en el taller con los cimientos que á tanta costa se labraran en el sagrado recojimiento de la capilla ó en la soledad de la celda.

Hoy puede considerarse el sistema de Filadelfia como decididamente victorioso sobre el de Auburn, ó sea el del aislamiento celular con trabajo, al del trabajo en comun durante el dia y separacion durante la noche; y si su triunfo práctico sigue á su triunfo teórico, deberá seguirle, en los pueblos donde este progreso se realice, una disminucion en la duracion de las penas, porque ese régimen mas represivo satisface en menos tiempo las exijencias de la vindicta pública, de la defensa social y de la reforma del delincuente.

Los ensayos y estudios practicados en Francia aseguran mas el triunfo de ese sistema, probando de una manera indudable que no puede sostener su comparacion, el contrario. Los informes publicados en la *Gaceta de los Tribunales* sobre los resultados de la prision de la Roquette, en la que el sistema de Filadelfia está completamente planteado, los trabajos de Delessert, de Foucher (1), los estudios de Allier, han demostrado plenamente que las condiciones de salubridad y de higiene, aun en los detenidos muy jóvenes, en los que eran de temer mas peligros en el sistema del absoluto aislamiento, nada dejan que desear; que la inteligencia se desarrolla, y los frutos de la instruccion moral, religiosa y elemental se dejan sentir mas y con mayor facilidad, y hasta la instruccion profesional se mejora notablemente, sin que se hayan manifestado esos casos de desesperacion y de locura que forman el único fondo de argumentacion de los adversarios de ese sistema.

Estos son los principios capitales; pero de su aplicacion y de su planteamiento prudente, de modo que ni la prision pierda sus caracté-

---

(1) Victor Foucher, visites d'un magistrat.

res represivos por una dulzura exajerada en el régimen y en las condiciones materiales, que se faciliten á los detenidos, ni por una escesiva dureza traspase los límites que la ley no ha querido traspasar, depende todo su éxito y hasta su justificacion legal. «Siempre que la filan»tropía se interponga entre la ley y el crímen como mediadora en inte»rés de la humanidad, será preciso estudiar si la pena conserva sus »caracteres de realidad, de proporcionalidad y de eficacia: si reune esas »tres condiciones conseguirá su objeto, y conservándola esos caractéres »de su naturaleza represiva, el legislador cumplirá su mision; y en lo »que concierne al sistema penitenciario, solo cuando se haya ensayado »en esa piedra de toque deberá ser entregado á la práctica (1).

La disciplina de una prision celular es en estremo sencilla, y no es esta una de sus menores ventajas sobre el sistema de Auburn, cuya eficacia reposa principal, si no esclusivamente, en la ilustrada al par que enérgica direccion del establecimiento. La esperiencia tiene demostrado, que pasados los primeros momentos de estupefaccion, de marasmo ó de desesperacion, que produce la soledad y el principio de una pena cuyo término suele verse tan lejos, los mas rebeldes ceden y los mas pervertidos se someten y todos buscan en el trabajo una distraccion y un consuelo. Toda la disciplina está reasumida en el aislamiento absoluto: siendo esta una verdad no hay contravenciones posibles, y el dia en que el criminal ha aceptado de buen grado el trabajo, puede mirarse como el principio de una regeneracion mas ó menos completa. Muy al contrario los sistemas que admiten el trabajo ó las recreaciones en comun es de una triste, pero imprescindible necesidad el uso del látigo; y como las mas pequeñas faltas envuelven la relajacion de la disciplina, es necesario un uso frecuente y rigoroso de esa pena, única que, sin atacar la salud de los penados, es bastante dolorosa para mantener tan severo órden como ese sistema implica. No es posible por lo tanto que se prescriban de antemano los casos en los que la aplicacion de ese castigo será lícita, ni es de garantía alguna de que no se con-

---

(1) Victor Foucher, observations sur le regime péniténtiaire.

vertirá en manos de los jefes ó vijilantes inmediatos en un instrumento de tortura guiado por las mas viles pasiones. Una energía nunca desmentida, una vijilancia incansable, un tacto esquisito, pueden llegar sin duda al asombroso y casi inconcebible resultado de no tener que dar un solo latigazo en cuatro meses y medio, realizado en la prision de Auburn, si hemos de dar crédito á Beaumont y Tocquéville; pero no seria prudente ni exacto deducir de ese hecho particular, nada que á regla general ó principio de aplicacion constante pudiera parecerse.

No creemos que deba discutirse seriamente si la sociedad tiene derecho á imponer castigos corporales, aumentando el rigor de la pena impuesta por los tribunales; la sociedad tiene derecho á hacer todo lo que sea necesario para el mantenimiento del órden en su seno, y para el cumplimiento de las leyes justas y racionales á que somete á los detenidos; pero sí mereceria mas estudio del que los límites de este trabajo permiten, el decidir hasta qué punto esos castigos corporales pueden conciliarse con la reforma del delincuente, y si esas penas ignominiosas no contrarian los fines elevados que por otra parte se han querido señalar al sistema.

No sería prudente ni acertado decidir la cuestion en absoluto, porque las costumbres del país influyen de una manera decisiva é incontrastable en la apreciacion del penado y de los efectos que en su moral puedan hacer el látigo ó los palos. Pero no podrá negarse que es una inapreciable ventaja del sistema celular, el que esta cuestion no tenga que plantearse siquiera en su disciplina, y que es una gran garantía y una elevada esperanza de correccion y de reforma, la que dá un sistema que empieza por dominar á los mas rebeldes por la sola influencia de un principio moral, de una base puramente psicológica.

Otras muchas cuestiones importantes se presentan al tratar del trabajo en las prisiones; unas relativas á su administracion, que en algunas, como las de Bélgica, se dirije inmediatamente por el Estado, con tan buen resultado que no solo se cubren los gastos, sino que aún quedan beneficios considerables; otras á la concurrencia entre el trabajo de las prisiones y el del obrero, á la que se ha querido dar, con

declamaciones sin pruebas, una importancia que nunca ha tenido ni podrá tener en la práctica; otras en fin, al destino que debe darse á los productos de trabajo. Ninguna se relaciona con los principios capitales de los sistemas carcelarios, sino con detalles de organizacion que pueden ser comunes á entrambos, y que obedecen, mas que á bases científicas, á exijencias y condiciones del país en que se plantean y de la administracion que los dirije. Solo la última puede afectar y está relacionada íntimamente con el último período de la reforma penitencial de los confinados, con el estado de libertad que sigue á su escarcelacion, que no creo deber prescindir de consagrarla algunas palabras.

A su entrada en la prision pesan sobre el penado dos responsabilidades pecuniarias que la ley ha reconocido, y que seria profundamente inmoral que la ley misma, lejos de consagrar y garantir secundando la voz de la conciencia y los principios mas óbvios de justicia, tratara de echar en olvido con una indulgencia culpable. La primera es la indemnizacion de los daños causados por su delito, en la que se comprenden los gastos de su proceso; la segunda es su manutencion en el presidio, consecuencia tambien ó continuacion de la anterior. La primera está generalmente reconocida en los Códigos de los pueblos, y en el nuestro se llega á proclamar el principio, no aplicado por falta de reglamentos que le den forma, de que el Estado indemnizará á los agraviados cuando el criminal no pueda hacerlo; pero casi tan ilusoria como es esta indemnizacion del Estado en nuestra patria, es en todas partes la del criminal, salvo en los casos raros de que posea una fortuna suficiente para poder obtenerla desde luego; y sin embargo, sería de la mayor importancia que se mantuviera en todo su vigor la idea de que la parte agraviada debia ser satisfecha ante todo de su agravio en lo que la sentencia le estimara, y solo cuando los productos del trabajo escedieran de la cantidad suficiente á cubrir ese primer deber, se pagara al Estado, y pudiera el criminal ahorrar una porcion de sus salarios. No debe olvidarse que si el trabajo es un medio de moralizacion, y puede crear buenos hábitos en los penados, no es porque represente un movimiento mecánico que seguirán despues maquinalmente, sino

porque comprendan que en él puedan encontrar los elementos necesarios para una existencia honrada y digna; y esta idea adquirirá mas vigor y mas arraigo en el penado cuando, dentro de la misma prision, comprenda que debe á ese trabajo su sustento, y las pequeñas comodidades que dentro de la disciplina de la cárcel deben permitirse al que logre hacerle bastante productivo para proporcionárselas, despues de satisfacer las deudas de su delito.

No hay razon de justicia ni de conveniencia para librar al preso de todas las continjencias y de todas las dificultades de la vida libre, hasta el punto de convertir la prision en una casa de asilo ó en un hospicio, y cuando la administracion le dá medios que supliendo la falta de libertad le permiten un trabajo productivo, no debe haber para él tregua ni descanso hasta que sus deudas con los particulares y con el Estado queden satisfechas. Reflexiónese un momento cuán desconsolador es el contraste entre la vida del obrero libre, en contínua lucha con las avaras exijencias del mercado, las crisis industriales, el esceso de oferta de brazos, cuando su constante trabajo de todo el dia no basta á su sustento, lo prolonga durante la noche, reduce su alimento hasta donde la conservacion de sus fuerzas lo permitan, y á veces mas allá, y arrastra así una vida miserable, sin que aliente ninguno de sus sufrimientos y temple ninguno de sus dolores lo único que de ellos puede consolar en el mundo, una esperanza, porque cada dia no es para él mas que una nueva lucha cada vez mas desigual y mas penosa. Compárese esa existencia con la del presidiario, cuyas necesidades cubre la administracion cuando su propio trabajo no alcanza á ello, y dígase despues, si porque eso suceda detrás de los muros de una prision y fuera de los ojos del público, deja de ser una desigualdad altamente inmoral, y si debe pensarse en reservas ni en ahorros de los salarios mientras tenga el penado que vivir á espensas de los miembros útiles de la sociedad, que ha ultrajado y herido con su conducta anterior.

El período de la escarcelacion, que algunos autores consideran como el último de la reforma carcelaria, en mi humilde opinion, es mas bien el momento en que se pone á prueba la reforma y el sistema que para

conseguirla se ha empleado. Si el escarcelado se encuentra de nuevo en medio de la sociedad con una instruccion elemental suficiente, y con un oficio ó profesion de inmediatos productos, que en el presidio ha debido aprender con la perfeccion posible, su conducta no puede ofrecer temores á la sociedad, porque en esa situacion no puede ser insensible á los sufrimientos y privaciones que habrá padecido en la prision, y si sus instintos todos no están radicalmente viciados, es imposible que no se sienta favorablemente impresionado por el goce de la libertad, de la vida social y del trato con sus amigos. No hay afecto ni cuerda sensible en el corazon humano que merezca ese nombre, que no se sientan conmovidos en el acto de la libertad de un preso largo tiempo separado del mundo; hasta la injusticia y la violencia se olvidan en esos momentos, para no pensar mas que en las santas alegrías de la libertad. Todo el que haya leido alguna vez las últimas páginas del inimitable poema de Silvio Pellico, comprenderá que ese sentimiento lo avasalla todo, todo lo hace olvidar, y un corazon penetrado por la alegría no puede ser criminal. La reincidencia inmediata de los escarcelados es la acusacion mas terrible, la prueba mas concluyente que puede presentarse, á mi entender, contra un sistema penitenciario ó contra el régimen interior de una cárcel. Todos los medios que generalmente se han propuesto para mantener á los escarcelados en la senda del deber y del respeto á la ley, aunque relacionados con los sistemas penitenciarios, obedecen por completo á los principios de organizacion que se admitan en punto á beneficencia pública y sistema de moralizacion preventiva y de socorros por el Estado, enlazándose con el problema general de la miseria y la asistencia. El permiso de contratarse con particulares dando el Estado caucion de la buena conducta del penado, y la creacion de panópticos subsidiarios propuesta por Benthan (1); la construccion de ciudades de refugio esclusivamente habitadas por esa clase social, y en las que gozaran de una libertad limi-

---

(1) Benthan, Panóptico.

tada, sujetos á un severo gobierno militar (1); la organizacion de sociedades de proteccion que buscaran empleo inmediato al trabajo de los cumplidos, y de las que formaran parte necesariamente todos los empleados públicos, para que en ninguna localidad pudiera el escaso celo de los ciudadanos dejar sin auxilio á los escarcelados, son, con otros infinitos proyectos mas ó menos prácticos, pero que no responden á la mision del Estado como representante del principio penal, sino como tutor de intereses morales, de cuyo desarrollo no debo hacerme cargo en este trabajo, y me limitaré á indicar que en ese órden de ideas y de funciones del Estado, deben evitarse, como dice un sensato escritor de derecho, «las utopias revestidas de exajerados sentimientos de filan»tropía, y sobre todo las utopias caras (2).»

III.

Triste es en estremo, despues de recorrer tan brillantes teorías, volver la vista al árido desierto de nuestra legislacion sobre cárceles y presidios, en el que tan pocos progresos podemos registrar, y mas aún al estado en que esos establecimientos se encuentran en nuestra patria; porque si á cada paso tendremos que consignar que las leyes no se hallan á la altura de los adelantos de la ciencia, mas á menudo veremos, que esas mismas leyes están aún á una inmensa elevacion sobre lo que la escasez de los recursos y la irregularidad de nuestra accion administrativa han permitido realizar en la práctica.

Algunos programas para la construccion de cárceles, debidos á la ilustracion y los conocimientos de las autoridades que han estado al frente de ese ramo en distintas épocas, algun limitado é incompleto ensayo en localidades determinadas, y multitud de medidas provisio-

(1) Marchand, Du paupérisme.

(2) Albin-le-Rat, Diction. du droit public et administratif.

nales tratando de regularizar la administracion y régimen de los establecimientos existentes, es cuanto puede entresacarse de la historia contemporánea de este importantísimo ramo de la administracion pública en nuestra patria; siendo por demás curioso el constante olvido que se hace en la práctica de los mas elementales fundamentos que llegan á tomar puesto en la ley, revelado por la sucesiva repeticion de los mismos preceptos, que bien elocuentemente atestigua su ningun cumplimiento.

La primera disposicion que organizó de una manera completa nuestros establecimientos penales, fué la ordenanza general de presidios de 14 de abril de 1834, que merece un exámen un tanto detenido, porque ha sido y es aún la base de toda la legislacion del ramo.

«Se habia nombrado en 1831 (1), una comision compuesta de per»sonas celosas y conocedoras de las necesidades de esos establecimien»tos, para que formaran un reglamento general que conciliase la vin»dicta pública y la correccion de los penados con las atenciones de »humanidad y economía,» y redactó esa comision una ordenanza bajo la inspiracion del eminente estadista D. Javier de Burgos, cuya firma, como ministro, va al pie de esa notable disposicion legal.

Bajo el punto de vista de organizacion de lo existente, de arreglo de la contabilidad, regularizacion de la gerarquía administrativa, método y forma de su redaccion y clasificaciones, la ordenanza es sin disputa uno de los documentos mas notables que puedan registrarse en la breve historia de nuestro derecho administrativo; así es que ha servido de base y de modelo á las mismas reformas que sobre ella han querido hacerse. Sensible me es en estremo, que la índole de este trabajo no me permita poner en relieve lo mucho bueno que esa ordenanza encierra, y me obligue precisamente á fijarme en todo lo mas débil, en todo lo mas censurable, que por necesidad tenia que encerrar, atendiendo á las circunstancias en que se redactó.

No era esa ley, ni podia serlo fácilmente en la situacion en que

---

(1) Real órden de 30 de setiembre de 1831.

entonces se encontraba España; un nuevo plan radical y completo para la reforma de nuestros establecimientos penales.

Cuando nuestras leyes criminales eran un confuso monton de disposiciones anacrónicas, del que el criterio judicial entresacaba las que creia mas oportunas para revestir de carácter legal su apreciacion libérrima, cuando faltaban totalmente esas inflexibles condiciones de los recursos metálicos para la realizacion de las mas completas y seductoras teorías, la ordenanza hacia casi todo lo que se la podia exigir, organizando lo desorganizado, regularizando con mano fuerte el mal que no era posible estirpar de un golpe, aun cuando no añadiera al hacerlo ningun nuevo elemento, ninguna nueva idea á las que existian en la materia. Con los elementos que encerraban nuestros establecimientos penales, formuló la ordenanza lo que podemos llamar nuestro sistema penitenciario en aquel entonces; y como esos elementos eran por demás imperfectos y viciosos, el sistema tenia que adolecer de esos mismos caractéres. Solo hubiera podido evitar ese resultado introduciendo otros nuevos, lo cual, preciso es confesar, que era imposible, ó habiéndolos supuesto y legislado para un porvenir indefinido, lo cual hubiera sido una de esas utopias de las que despues se ha venido haciendo tanto uso con tan escasos frutos. Así es que en todo lo que se pudiera referir al principio esencial de los sistemas carcelarios, de la reforma por la pena, á la seguridad de los penados por la disciplina interior, y aun á las atenciones de humanidad que la ley les debe, apenas se encuentra mas en la ordenanza que el buen deseo que se consigna en su preámbulo; de *conciliar todos esos principios con la economía y buen órden de los establecimientos;* y como sobre ellos debe versar mi inculto exámen, respetando las exijencias de los tiempos, y apreciándolas en mucho para reconocer y acatar el alto mérito del autor de la ley, no podré menos de notar todos los errores de principio, poniendo en relieve sus lamentables consecuencias.

Dividió la ordenanza los presidios en tres clases, que llamó depósitos correccionales, presidios peninsulares y presidios de Africa, para los que destinaba respectivamente los que fueran castigados con penas

hasta de dos años de prision, hasta ocho, ó que escedieran de ese tiempo (1); y no parece sino que en esa progresion, á la mayor criminalidad del delincuente se van sucesivamente ofreciendo mayores elementos de corrupcion, menos condiciones y estímulos para su reforma, mas facilidades para eludir el cumplimiento de su condena.

En los depósitos correccionales, los penados deberán trabajar dentro del establecimiento, ó en servicios de policía urbana; en los presidios peninsulares trabajan en los caminos, canales, puertos, arsenales ú otras empresas de obras públicas, reservándose el Gobierno la facultad de conceder un número determinado de presidiarios á empresas particulares; y por último, los de los presidios de Africa se destinan á los trabajos y ocupaciones que exijan la necesidad y conveniencia de aquellas plazas (2).

Estas disposiciones relativas á la organizacion del trabajo, son quizá las mas injustificables de la ordenanza, por mas que todas las sancionen, copiándolas con escasa alteracion, á pesar de otros progresos realizados que parece debian hacer mas fácil su completa reforma.

Nada hay bastante poderoso para que se mantenga una organizacion del trabajo de los penados, que tan poco puede producir, y que bastaria por sí sola para convertir esos establecimientos en el mayor foco posible de inmoralidad y de corrupcion.

El miserable ahorro que en un presupuesto municipal puede representar el servicio de esas cuadrillas de presidiarios, que aún vemos en algunas ciudades manchando con sus cadenas las calles y las plazas que están encargados de limpiar, las mezquinas economías que en las obras públicas ó en las fortificaciones de una plaza supone el trabajo de esos desgraciados, es el ahorro mas inmoral y la economía mas cara que concebirse puede; pero si á esto se agrega que esos trabajos pueden hacerse bajo la direccion de una empresa particular, bajo la dura ley de un contratista ávido de ganancias, al que se le entrega me-

---

(1) Arts. 1 y 2.
(2) Arts. del 11 al 17.

diante un precio la libre esplotacion de los penados, aún es menos comprensible que se haya consignado en una ley del siglo XIX, y bajo la misma firma del que pocos meses antes recomendaba, en su instruccion á los subdelegados de Fomento, monumento de ilustracion y de estilo, «que trataran esas autoridades de inspirar á los presos el »amor al trabajo, al cual deberán algun dia su rehabilitacion social, »y la ventura del resto de su vida; y que los trataran con benignidad »y dulzura, no solo por el derecho que á ello tiene el que espía resig»nadamente la falta que cometió, sino porque la bondad con que se »les mire modificará ó cambiará sus hábitos, pues el espectáculo cons»tante de la indulgencia no puede menos de hacer induljentes á los »que lo presencien (1).»

Tan elocuentes palabras hacen mas culpable que tan pronto y de tal manera se olvidaran en la ordenanza, siguiendo hoy sin eco en nuestras leyes; que á esa indulgencia y á esa benignidad en el trato que debia inspirarles el perdido amor al trabajo, fuente de todas las virtudes cívicas, no se vacilara en sustituir la disciplina de un contratista, convirtiendo en materia mercantil la espiacion de un crímen, utilizando el Estado en tratos usurarios, el sagrado depósito de libertad que le confia la ley al entregarle un delincuente.

El régimen interior de los presidios se confió á individuos procedentes del ejército ó armada, sujetándolo en todo á la disciplina mi litar, sin que por eso perdiera el establecimiento su condicion civil, ni su dependencia de la Secretaría del despacho de Fomento (2); nuevo y elocuente testimonio de cuán pronto se habian olvidado la dulzura en la direccion de los trabajos é indulgencia en la autoridad, para que se despertaran análogos sentimientos en los reclusos, y cómo se pensaba tan solo en la seguridad de la prision por la rijidez de la disciplina y la severidad en el mando.

Tambien admitió y regularizó la ordenanza el sistema de las *cuerdas*

---

(1) Instruccion de 30 de noviembre de 1833.

(2) Arts. 18, 19 y 20.

de presidiarios para su conduccion á los establecimientos donde debian estinguir su condena (1); triste sello del completo atraso de un país en su organizacion administrativa y en sus medios de gobierno.

Con dificultad puede concebirse cuadro mas repugnante, espectáculo mas desmoralizador para los pueblos, ni golpe mas rudo para los últimos restos de honrada vergüenza que pudieran conservar los penados, que el que presenta una de esas espediciones. Los mas procaces escandalizan á los habitantes pacíficos del tránsito con sus blasfemias y sus amenazas, haciéndoles temblar por el dia en que su condena se estinga, y perder toda confianza en la ley, que nada garantiza para el porvenir cuando en el momento mismo de pesar con todo su poder sobre el culpable, no logra contener sus escesos, ni apartarlo por un instante de sus horribles propósitos: los que débiles ó enfermos no son arrastrados por la feroz alegría de los mas empedernidos, solo inspiran lástima y compasion y horror hácia la autoridad, que con dureza los arrastra, haciéndoles sufrir penalidades que á cada momento pueden elevar al último grado su castigo.

En cuanto al régimen y disciplina interior del presidio, basta para hacer comprender hasta qué punto se prescindió de todo plan científico bajo el peso de las necesidades del momento, la existencia de los *cabos de vara*, presidiarios encargados de la vigilancia inmediata, quizás la mas importante y mas difícil, de sus compañeros, sin mas títulos para ello, las mas de las veces, que la mayor dureza de su carácter y energía de su constitucion para el mal.

Es curiosa por demás la sencillez con que relaciona la ordenanza las cualidades que debe reunir el cabo de vara, y los preceptos morales que como encargo de sencillo cumplimiento le previene.

«Mandarán, dice, con firmeza y con teson; procurarán ser moderados é imparciales en el uso que se les permite de la vara; distinguirán las faltas de descuido ó negligencia de los actos ó ademanes de insurreccion ó resistencia, en cuyo caso procederán con decision y todo rigor;

(1) Arts. del 57 al 76.

»serán puntuales en el desempeño de cuanto se les encargue; respeta-»rán y obedecerán ciegamente á sus superiores; serán puros en el des-»empeño de sus destinos, y vigilantes y prudentes con los confinados: »de este modo merecerán el aprecio de sus superiores, y obtendrán una »honrosa certificacion cuando vuelvan al seno de sus familias (1).»

Tales son las condiciones que se juzgan precisas en los que han de vigilar inmediatamente á los penados, y que no son ciertamente exajeradas si se quiere que la autoridad y la ley pesen sobre ellos y dobleguen sus institutos sin herirlos ni irritarlos, que la desesperacion, á la que nada resiste, no les lleve á cometer actos de insensato atrevimiento para lograr su evasion y escapar, aunque sea con grave peligro de la vida, á crueldades insoportables; obediencia, disciplina, moralidad rígida, templanza en el mando sin debilidad y sin diferencias irritantes, y como premio y sancion de esos deberes, el aprecio público y una honrosa certificacion; todo eso es necesario, y para encontrarlo ¿acudirá sin duda la ordenanza, pensará el que leyera solo esos artículos á ciudadanos distinguidos, cuya virtud acrisolada en servicios dilatados, y cuyo probado celo se avivarán ante mision tan noble y recompensas tan puras? Nada de eso; tan raras cualidades se buscan entre los ciudadanos condenados á presidio, y como el peor de todos los defectos del cabo sería que careciera de autoridad y no se hiciera respetar de su brigada, á la energía y á la dureza en el mando se sacrifica todo; y como esas cualidades en los criminales son inseparables compañeras de la mayor perversion, la ley en último resultado ordena y manda, que se revista de esas virtudes semi-evangélicas, el mas empedernido criminal de entre veinticinco de cada presidio.

Es imposible mas acerba crítica que la que la ley hace de sí propia en este punto, al poner en tan palmaria contradiccion los fines que proclama y los medios que emplea para conseguirlo.

Acaba de dar una idea exacta del estado de la disciplina en nuestras cárceles la prohibicion contenida en el artículo 297 de la orde-

(1) Art. 116.

nanza, *de que no haya presidiarios que gocen de libertad morando en casas particulares, sino que todos cumplan su condena en los presidios;* lo cual vale tanto como decir, que en adelante haya presidios y se cumplan las sentencias de los tribunales.

En la distribucion de los edificios, disposicion de talleres, enfermerías, calabozos y otras dependencias, escusado es decir, que ni se inicia siquiera en la ordenanza un pensamiento completo que responda á ningun sistema de reforma de los penados, y aun de seguridad bien entendida; faltaban de todo punto recursos para convertir las antiguas cárceles en penitenciarías, y mas para levantar otras nuevas, y no se trazó en la ley ni aun el plan bajo el que algun dia hubieran de llevarse á cabo; solo se precisan dos condiciones que deben tener los dormitorios, y en verdad que por ellas no puede tacharse al legislador de exigente. «Deberán ser, dice el artículo 30, unas cuadras largas, espacio»sas, elevadas, y si es posible de bóveda, con ventanas altas y rejas que »den luz y ventilacion; los tablados estarán corridos á derecha é izquier»da, dejando un pasillo en medio, y á la altura de vara y media sobre »los tablados habrá en la pared una línea de estacas *bien clavadas,* »para que los presidiarios cuelguen sus petates los dias que no permita »el tiempo tenerlos en el patio.» «A la entrada de la cuadra se dispondrá el departamento del *cabo de vara,* tomando de ella el espacio necesario, y se cerrará por un rastrillo de hierro ó de madera gruesa, que los ponga á cubierto de todo polpe de mano (1).»

Claramente revelan estos artículos que no se trataba de emprender ninguna reforma radical ni de importancia en el material de las cárceles, y que no se contaba con hacer considerables sacrificios pecuniarios para la mejora de los establecimientos existentes, pues los dormitorios de tablados á lo largo de cuadras mas ó menos grandes, y las estacas de madera, aun cuando estuvieran *bien clavadas,* no pueden mirarse precisamente como principios de un sistema penitenciario meditado.

---

(1) Artículos 115 y 131.

De entre todas las disposiciones que se contienen en los 371 artículos de la Ordenanza, en muy pocas podemos señalar una idea de correccion ó de reforma moral de los penados. Puaden reducirse todas á la seccion segunda, título III, en las que se establece la separacion de los *jóvenes presidiarios*, que son los menores de diez y ocho años, de todos los demás (1); el deber señalado al director de presidios de reunir datos sobre los sistemas penitenciarios de otros paises (2); y el artículo último (3), que reconociendo que uno de los medios mas eficaces para la correccion de los penados consiste en facilitarlos la instruccion de que generalmente carecen, confia tambien al director general la propuesta de los medios mas oportunos para establecer en todos los depósitos y presidios escuelas de primeras letras.

Por esta ligera idea de los principios que contiene la ordenanza, y del espíritu de sus disposiciones, en lo que se relacionan directamente con los sistemas carcelarios, se comprende que, impresionado el ánimo de sus autores por el estado de desorganizacion completa en que se encontraba ese ramo de la administracion pública en todos sus detalles, no pensaron mas que en crear el órden, en regularizar lo existente, y les pareció todavía tan gigantesca la obra, que abrumados sin duda bajo su inmensa pesadumbre, no tuvieron fuerza para romper con algunas envejecidas y arraigadas prácticas, condenadas por los adelantos de la ciencia, sentando en su lugar bases que hubieran podido tener un completo desarrollo mas tarde. Nada que pueda merecer con justicia el nombre de sistema penitenciario hay que estudiar en ella, no ya solo en lo que se refiere á la reforma del delincuente ni á la influencia benéfica de la pena en su moral, sino ni aun á la seguridad bien entendida de las prisiones, condicion esencial y complemento indispensable del principio anterior.

Pero si lo poco que antes se habia hecho no nos permite ser muy

---

(1) Artículos del 123 al 126.

(2) Art. 23, p. 10.

(3) Art. 371.

severos en la apreciacion de la ordenanza general de 1834 y del sistema que en ella se organizaba, lo poco que se ha hecho despues nos obliga á ser mas que indulgentes con todos sus defectos, y nos hace admiradores ciegos de aquella obra, y de los hombres que acertaron á llevarla á cabo.

Organizada la administracion en estos treinta últimos años, allegados cuantiosos recursos, generalizados los conocimientos administrativos, apenas se han regularizado algunos detalles de aquel sistema, que en todas sus condiciones esenciales sigue el mismo, y se han consignado en algunos programas las bases que deben seguirse en reformas que siguen confiándose al porvenir. Comparando lo que se hizo entonces y los medios de que entonces podia hacerse uso, con lo que se ha hecho despues y los medios de que despues se ha dispuesto, no sabemos qué admirar mas, si la energía, la actividad y la inteligencia que entonces se desplegó, ó la escasa iniciativa é incomprensible indecision de que despues se ha dado muestra.

La organizacion capital, la idea madre, el fin de nuestros establecimientos penales no ha variado; sigue siendo con muy escasas variaciones el mismo. La reforma de los delincuentes, la seguridad en el cumplimiento de las condenas, al propio tiempo que el trato humanitario de los detenidos, se han consignado con mas profusion en los preámbulos de algunas disposiciones, reglamentos y programas, pero no han logrado penetrar en los edificios destinados á cumplir esos fines, ni á hacer sentir sus efectos en los penados que los pueblan. No debo pasar, sin embargo, esos preceptos en silencio, pues revelan la marcha de los principios, ya que no la de la administracion práctica: pero para dar una idea exacta de nuestro sistema carcelario en accion, permítaseme llamar la atencion de V. E. sobre algunas disposiciones de detalle, que nos revelan, no el cuadro de sus prescripciones escritas, sino la aplicacion, la vida de esos preceptos, elemento indispensable para juzgar una organizacion cuya única importancia nace de su rigoroso cumplimiento.

Nada hay de mas esencial en un sistema carcelario, que la seguridad en la custodia de los penados; la certeza de la pena, al propio tiem-

po que es la base indispensable para toda idea de correccion y de ejemplaridad, para que produzca el castigo algun fruto mas que la momentánea detencion del presidiario, es una consecuencia precisa de la buena organizacion y disciplina del establecimiento, pues el órden hace mas imposibles las evasiones, que los mayores obstáculos materiales con que quisiera sustituírsele. El quebrantamiento de la disciplina en ese punto es el barómetro mas seguro para apreciar un sistema penitenciario planteado: por eso me he fijado en su estudio para juzgar el de nuestra pátria, buscando los datos para hacerle, no en estadísticas incompletas y descuidadas en general, sino en síntomas mas seguros, en la repeticion de las medidas y disposiciones para contener esa relajacion, cada una de las cuales pone mas en relieve el mal, demostrando la ineficacia de la anterior.

Ya habia prohibido espresamente la ordenanza (1) una práctica antigua, que retrata todo un sistema carcelario de un solo rasgo; la existencia de presidiarios rebajados, que destinados al servicio de los empleados, veian por este medio convertida su pena de cadena en un cómodo trabajo, al que ponian término á su capricho con una evasion, que no tenia mas obstáculos que los que nacieran de su conveniencia personal, y habia prevenido bajo la mas estrecha responsabilidad á los comandantes en el artículo 297, citado mas arriba, que cumplieran las sentencias de los tribunales, y no dieran libertad á quien tuvieran por conveniente.

Esta prohibicion, entre tantas otras, pasó sin duda desapercibida para los comandantes, porque en 20 de diciembre de 1836 (2) se prohibe de *nuevo la existencia de los presidiarios rebajados, y que ningun confinado salga de los cuarteles, revocando las concesiones en contrario, aunque hubieren sido hechas de Real orden, para poner término á repetidos abusos nacidos de la inobservancia del artículo 297 de las ordenanzas;* que continuó no obstante en la misma situacion pasiva, porque al año si-

(1) Art. 297.
(2) Real orden de 20 de diciembre de 1836.

guiente, *para evitar que se eludieran las sentencias de los tribunales, segun reclaman la moral y la vindicta pública, S. M. la Reina Gobernadora, mandó á todos los Gefes políticos que bajo su inmediata responsabilidad cumplieran con el mayor rigor el artículo 297 de la Ordenanza, sin que la responsabilidad de los gefes inmediatos eluda la suya, y haciendo intervenir un regidor del Ayuntamiento en las visitas mensuales para asegurar la ejecucion de la medida* (1).

Ante una disposicion soberana de tanta solemnidad revestida, en la que se formula un precepto tan positivo y tan concreto, sancionado con la responsabilidad inmediata de tantas autoridades, y hasta con la intervencion del país por uno de sus mas populares representantes, locura pareceria y aun irreverencia la duda acerca de su escrupuloso cumplimiento, si S. M. la Reina Gobernadora, en otra Real orden igualmente solemne de 19 de enero de 1839, no nos diera la seguridad de su completa ineficacia, mandando de nuevo que el artículo 297 de la ordenanza general de presidios se cumpliera *inviolablemente, pues todos los presidiarios han de estinguir sus condenas en el presidio, bajo la pena de destitucion de los empleados que consientan otra cosa, quedando responsables los alcaldes constitucionales, los Gefes políticos y hasta los celadores de policía.*

Tampoco logró cortar el abuso este nuevo golpe de la autoridad soberana, cumpliéndose tan *inviolablemente* como parecia debia esperarse de sus términos. Así nos lo asegura al menos la circular de 19 de abril de 1842, en la que confiesa la Direccion misma *que no ha cesado de reencargar, ya á unos, ya á otros, el cumplimiento del artículo* 297 *de las Ordenanzas, que prohibe la existencia de los presidiarios rebajados*, y cuya importancia con justicia pondera, *sin que haya sido bastante tal perseverancia para desterrar un abuso que, por ser de suyo tan grave, debiera sin tanto motivo haber ya desaparecido, por lo que el Gobierno sera inexorable en ese punto;* y una Real orden publicada dos meses despues, recurriendo á la autoridad de los jueces de las Audiencias y de todos los

(1) Real orden de 1.º de junio de 1837.

tribunales del reino, para asegurar mas el cumplimiento del mismo precepto (1). No obstante, antes que terminara el mismo año, las *muchas deserciones ocurridas* hacen clamar de nuevo á la Direccion, en otra circular, contra el abuso de los presidiarios rebajados, pero mas desalentada ó menos inexorable, escita el celo de los comandantes de los presidios para que procuren, *si no la estincion de tan grave escándalo, al menos que llegue á ser* INSIGNIFICANTE (2).

Sucediéronse importantes revoluciones políticas, cambiáronse varias veces las bases fundamentales de nuestra Constitucion, se renovó otras tantas el personal del ramo, se dictaron algunos nuevos reglamentos para las prisiones, y en tanto el abuso que retrata su verdadera situacion seguia el mismo, si hemos de dar crédito á una Real orden de 1848, que, *viendo olvidadas las disposiciones que prohiben la existencia de presidiarios rebajados, manda que no se consientan* (3); á otra de 1855, que *reencarga lo mismo, en vista de las contínuas deserciones* (4); á la que sigue otra en desconsoladora vecindad, dos meses despues, declarando *que no se ha obtenido resultado de todo lo mandado,* y renovando el precepto (5). Por último, en los años sucesivos siguen repitiéndose las mismas disposiciones, con igual declaracion de inutilidad respecto de cada una de las anteriores, sin que los muchos Ministros y Directores que las dictan, ni las infinitas autoridades á que se recurre, ni las multiplicadas responsabilidades que se acumulan, ni los adverbios de inflexibilidad que se agotan, logren suplir la reforma radical del sistema penitenciario, ni lleguen á conseguir llevar á cabo el milagro que se obstinan en realizar esos soberanos preceptos, de conseguir el fin ahorrándose los medios; siendo entre todas ellas curiosa la Real orden de 6 de mayo de 1860, que declara, *que á pesar de las muchas órdenes*

---

(1) Real orden de 20 de junio de 1842.

(2) Circular de 13 de setiembre de 1842.

(3) Real orden de 24 de enero de 1848.

(4) Real orden de 11 de abril de 1855.

(5) Real orden de 18 de junio de 1858.

espedidas, continúan verificándose las deserciones en tal número, que han llegado á llamar la atencion del Gobierno; que la administracion no puede tolerar por mas tiempo un quebrantamiento de condenas tan manifiesto, que tiene por orijen el permitir salir á los penados del establecimiento; y para concluir con tan pernicioso y trascendental abuso, reencarga el rigoroso cumplimiento del artículo 297 de las ordenanzas, *cuyo olvido,* añade, *relaja la disciplina de los establecimientos de correccion, infringe el Código penal y produce justa alarma en la administracion de justicia.*

No es facil juzgar á la administracion de nuestros presidios con mas severidad de lo que esa Real orden lo hace. Repitiendo sus palabras, es preciso reconocer que ha tolerado treinta años un abuso trascendental y pernicioso, que no puede tolerarse; que ha sufrido que se infrinja el Código, se quebranten manifiestamente las condenas, y se alarme la administracion de justicia. La esperiencia de lo pasado no ofrecia muy seguras garantías de que este precepto fuera mas feliz que los anteriores, y hubiera sido prudente en esa prevision templar la dureza de esos juicios, porque á los que observen que hoy sigue con las mismas proporciones el mismo abuso, no se les puede negar el derecho de aplicarlos con mas severidad aún si posible fuera.

Este lijero estudio de una de las bases capitales de nuestro sistema carcelario, dá una idea exacta, á mi entender, de su triste organizacion. He elejido uno de sus principios más importantes, un rasgo que le retrata todo entero; pero lo mismo podria hacerse con otros muchos puntos importantísimos de su organismo, como talleres, escuelas, conduccion de presos, disciplina interior, cantinas, etc., que han padecido la misma intermitencia de preceptos sanos y de prohibiciones prudentes; pero seria hacer pesado en demasía este trabajo, y me limitaré á entresacar del cúmulo de repetidas Circulares y Reales órdenes, dos que pueden servir de enérgicas pinceladas para completar el cuadro. Es la primera una Real orden de 1842, en la que manifiesta la Direccion que, *convencida de los muchos abusos que se cometian en la conduccion de cuerdas de presidiarios, de la necesidad de emprender una nueva era de humanidad, igualdad y justicia, manda se destierre la facul-*

tad indebida que tenia el comandante conductor de la cuerda, de aliviar las prisiones á los confinados que retribuian una cantidad dada, y de recargar á otros por solo su capricho, y las mas veces porque no le daban el metálico que les exijia; y previene asimismo al comandante de la cuerda, *que se abstenga y haga abstenerse á sus dependientes de castigar á los penados con crueldad y barbarie.* Nada puede demostrar mas elocuentemente que el sistema de conduccion de confinados de uno á otro establecimiento no estaba muy por encima del régimen interior de los mismos; y disposiciones posteriores, reencargando esos ó parecidos preceptos, prueban tambien que no ha traspasado nunca ese nivel proporcional. Por último, tambien dá una idea acabada de la escasez de medios con que nuestra administracion ha contado para desempeñar los mas importantes servicios públicos, otra Real orden de 1838, disponiendo sencillamente que las cuerdas *de confinados no se alojen en las iglesias parroquiales* sino en *el último apuro* (1).

Pero si para el que estudiase tan solo los adelantos materiales realizados en la práctica, ese debia ser el único caudal de investigaciones, tratando de analizar y de juzgar tambien los progresos teóricos, no puedo detenerme esclusivamente en ese análisis, y no puedo pasar en silencio los principios que se han ido asentando en disposiciones sucesivas, por mas que los escasos medios y quebrantada accion de nuestro poder ejecutivo no permitieran á esos progresos penetrar todo lo que hubiera sido menester en la organizacion de los establecimientos carcelarios, y dejar sentir sú influjo en los penados.

Apenas viva la ordenanza del Sr. de Burgos, en mayo de 1837, se mandó al Director de presidios que reuniera los datos é informes necesarios para formular un proyecto de ley que sirviera de base á una nueva ordenanza, en armonía con las instituciones políticas que habian de regirnos en lo sucesivo, y purgada de los defectos que se hubieran notado en la vijente (2); pero nada se hizo, ó al menos, á ningun re-

---

(1) Real orden de 24 de febrero de 1838.

(2) Real orden de 14 de mayo de 1837.

sultado legislativo se llegó. No debe estrañarnos por lo tanto, que si en mayo de 1837 se juzgaba necesaria una nueva ordenanza, en marzo del 44, la Direccion de establecimientos penales elevara al Gobierno un informe, en el que detallando los abusos, la falta de sistema y las malas condiciones de toda la organizacion de nuestras cárceles, *imposibles de enumerar*, se reclamara una pronta réforma, proponiendo la creacion de un presidio modelo en Madrid, donde pudieran instruirse empleados que reformaran y organizaran los demás. «S. M. la Reina, »comprendiendo que esto facilitaria la reforma radical que reclamaban »los presidios, y que no debia ser demorada largo tiempo, dispuso la »creacion del modelo, sin perjuicio de llevar á cabo la reforma com»pleta por medio de un nuevo sistema penitencial bien meditado.» El *Modelo*, como de esas mismas palabras se desprende, no contenia ningun principio nuevo, ni ningun ensayo cuyos resultados se quisieran apreciar, y aparte de algunas mejoras materiales en el edificio y los talleres y mayor severidad en la disciplina, en nada se diferenciaba de los establecimientos ya existentes.

En 1844 (1) se publicó un Reglamento general para el régimen interior de los presidios; pero á pesar de reconocerse en él que era *necesaria una reforma radical, completa y meditada*, no fue mas que una compilacion de las disposiciones sueltas que venian dictándose sobre todos los detalles del servicio, sin alterar en nada las bases de la Ordenanza, ni introducir principio alguno nuevo en el sistema, ó en la falta de sistema que aquella habia formulado.

En 1847 se publicó otro Reglamento para las casas de correccion de mujeres, calcado tambien sobre la Ordenanza, y del que nada hay que decir despues de analizada esta; pues si en cuanto á organizar la contabilidad y acabar con la completa anarquía ó la absoluta arbitrariedad de sus inmediatos gefes, era medida digna del mayor encomio, bajo el punto de vista de principios penales representa bien poco. Nótase ya, sin embargo, una decidida aspiracion, haciendo el posible aislamiento de

(1) 15 de abril.

las penadas, que se clasifican en tres grupos, alguno de denominacion no muy feliz, que son: 1.° penadas con retencion; 2.° incorrejibles; y el 3.° en el que se comprenden todas las demás. Cada uno de esos grupos vive y trabaja en comun, bajo la vijilancia inmediata de celadoras, nombradas de entre ellas mismas, de una inspectora y un capellan, al que se encomienda su instruccion religiosa. Se les dá la mitad del producto de su trabajo, que se deposita en la caja de ahorros, para que reciban una parte á su licenciamiento, y otras dos á los tres y seis meses si no reinciden.

El Código penal publicado en 1849, al hablar de la ejecucion de las penas, estableció bases verdaderamente gigantescas para un sistema completo carcelario (1); pero limitándose á la parte puramente esterior, no decidió mas que el número y colocacion de los establecimientos respecto de la division territorial de Audiencias y provincias, no queriendo prejuzgar sin duda una cuestion mas oscura entonces que hoy, en la justa prevision de que antes de desarrollar esas bases, no seria el tiempo lo que faltara para aclararla, y son por demás acerbas las críticas que ha merecido por las gigantescas y soñadas proporciones que dió á la reforma, evidentemente imposibles ante los medios con que se podia contar para realizarlas.

La creacion de establecimientos correccionales con las condiciones necesarias en el territorio de todas las Audiencias y provincias, sobre ser de escasa y aun dudosa utilidad, era y es en efecto evidentemente imposible, si han de merecer todas esas cárceles el nombre de tales; pero es mas de notarse, á mi entender, que no habiendo detenido á los autores del Código esa consideracion, que no pudo ocultarse á su esperiencia en la administracion y á sus conocimientos del Estado y del país, se detuvieran ante la menos importante de no privar á las obras públicas del mezquino ahorro del trabajo esclavo, y se conservaran en el artículo 95 y 96. Terminantes declaraciones, no solo de que faltan en aquel Código los mas fundamentales principios de un sistema carce-

(1) Artículo del 94 al 107.

lario, sino que se renuncia á proclamarlos siquiera, y de que podrán levantarse con el tiempo suntuosas prisiones en el territorio de todas las Audiencias, de todas las provincias y aun de todos los juzgados, si precisò fuera; pero que el Estado no renuncia á beneficiar el depósito que la sociedad le confia, en sus canales, sus puertos y sus obras de fortificacion, sin cuidarse de que ese jornalero económico, sea despues un ciudadano caro en seguridad y en vigilancia, y en justicia penal cuando vuelva á la sociedad, como vuelven los rematados de nuestros presidios, nombre con que el vulgo con su instinto de observacion, ha hecho espresion del tipo ideal de la corrupcion y del crímen.

Desde la ordenanza del 34 al Código del 48, es pequeño el adelanto que tenemos que registrar: está consignado todo él en el artículo 97, que prohibe la concesion de presidiarios á particulares ó contratistas del Gobierno, que en aquella se permitia; quedó prohibido el subarriendo del capital de libertad y actividad humana que la vindicta pública deposita en las cárceles; los penados solo deben trabajar bajo la inmediata direccion de los agentes administrativos: es seguro que trabajarán menos, es muy dudoso que se corrijan y rejeneren mas. Pero es tanta nuestra desgracia en punto á reformas carcelarias, que parece herido ese progreso en nuestra patria de una fatalidad tal, que apenas llegamos á desentrañar trabajosamente un adelanto, una verdad proclamada y reconocida, cuando, buscando otras, tropezamos con algun triste desengaño, no menos legal que la ilusion que acariciábamos, y que viene á dar con ella en tierra. ¿Qué idea hemos de formar de ese pequeño progreso que al fin llegamos á descubrir en el Código respecto de sistemas penitenciarios, en vista de una R. O. de 1857, en la que manda S. M. *cesen desde luego todas las concesiones de penados, hechas á particulares para obras fuera del presidio, previniendo vuelvan inmediatamente á su establecimiento los concedidos en esta capital?* ¿Qué reforma legal tendremos por realizada, qué adelanto por conquistado ni qué ley por segura, despues de tantos y tantos desengaños que parecen condenarnos á un escepticismo forzoso y de real órden? Porque si una ley votada en las Córtes se olvida en media docena de años de

existencia, y en el centro mismo de la administracion y del Gobierno, ¿quién se acordará de los decretos ni de los reglamentos? Si un código necesita cumplirse de real órden, ¿qué necesitarán las reales órdenes para estar alguna vez en vigor?

Amplia y desconsoladora aplicacion tienen todas esas reflexiones á los principales preceptos de la ley de prisiones publicada poco tiempo despues del Código (1), y abundante material nos ofrecerian para hacer interminable este trabajo las infinitas reales órdenes y circulares en que despues se han repetido, reencargado y mandado cumplir; pero ya dije que renunciaba á esos análisis, y no pasaré de la superficie del articulado á los mas lejanos misterios de la práctica.

Tampoco plantea la ley de prisiones aquella reforma radical, completa y meditada de nuestro sistema carcelario, para la que ya se estaban allegando datos é informes en 1837, y en marzo del 44 se declaró de Real órden que no podia demorarse, y que en diversos reglamentos y circulares se juzgaba urgente, imprescindible y de necesidad á todas luces inmediata. Muy poco es lo que se encuentra en ella de nuevo en punto á sistema científico ni á principios penales de importancia.

Para legalizar la situacion creada por el Código, que prescribió el cumplimiento de las penas de privacion de libertad en establecimientos que no existian aún, dispuso esa ley que ínterin se planteaban ingresaran provisionalmente los penados en los presidios y cárceles organizados desde la ordenanza del 34, y que habian sufrido escasas variaciones.

Mantiene la misma separacion de los jóvenes presidiarios respecto de los demás, y añade la de los condenados por causas políticas. Por primera vez se consigna la regla del silencio riguroso en los talleres (2), pero sin que el principio se reglamente, ni se establezcan los medios de conseguir su cumplimiento, ni se le dé mas carácter é importancia que el de una disciplina accesoria de policía. Es sin embargo todo el ade-

(1) 26 de julio de 1849.
(2) Art. 26.

lanto que en punto á sistemas penitenciarios puede señalarse en esta ley, porque el resto de sus disposiciones se refiere á contabilidad, organizacion, gerarquía y competencia de autoridades; y como no tiene mas garantía en la ley que el enérgico adjetivo que le acompaña, despues de los ejemplos que quedan citados, y de tantos adverbios y adjetivos de inflexibilidad y de rigor que hemos visto tan repetidamente malogrados, no creo se me tache de escéptico ni de desconfiado, si emito la duda de que el silencio rigoroso en los talleres puede mirarse como una conquista de la ley del 49.

Modificacion importante, y á mi entender oportuna y justificada, introdujo esta ley al prescribir que las Diputaciones provinciales costearan la construccion de un presidio correccional en la capital de cada provincia; pero tampoco ha producido el resultado que el legislador se proponia, y ha quedado reducido el precepto á *una mera fórmula*, como con gran exactitud lo afirma una Real orden de 9 de julio de 1860.

En estos últimos años se han formulado algunos programas para la construccion de cárceles provinciales y depósitos correccionales, tambien sin resultados positivos; y hoy, consumidos grandes recursos, sobre los que en ese como en otros ramos se habian fundado grandes esperanzas, preciso es confesar, que pueden esperarse pocas reformas radicales ni de trascendencia, no porque los principios se desconozcan por nuestra administracion ni se olviden por nuestros Gobiernos, sino porque faltan los cuantiosos recursos que en este servicio público son de necesidad, para que no sean una letra muerta todas las teorías; y como prueba de ello cerraré esta reseña, citando la Real orden de 23 de mayo de 1861 sobre construccion de cárceles de provincia. En ella se acepta por completo el sistema celular, y se declara, que si en los programas se ha admitido por punto general el sistema de dormitorios comunes, ha sido por no obligar á las provincias á crecidos gastos, pero autorizando á las que quieran adoptar el sistema mas perfecto, para que formen con arreglo á él sus presupuestos y proyectos.

IV.

Despues de desenvueltos los principios cardinales de los sistemas penitenciarios, de analizada nuestra legislacion sobre cárceles y el estado de su organizacion actual, preciso es confesar que su reforma radical y completa es una necesidad reconocida hace tiempo, sentida cada dia con mayor intensidad, pero muy remota, en estremo difícil todavía.

El primer obstáculo en el que se deshacen las ilusiones mejor forjadas, es la falta de medios materiales para la costosa traduccion en piedra y hierro de las teorías carcelarias, sin la que no saldrán nunca de las academias, ó todo lo más de los preámbulos de los decretos y de las circulares de la Direccion. Se han consumido los recursos de la desamortizacion, con los que pensaba realizarse ese como otros muchos progresos, y no hay esperanza de que en mucho tiempo dejen ningun sobrante las necesidades mas del momento, y por el contrario, para cubrirlas se agolpan cada dia nuevas dificultades, y se descuenta á mas alto precio el porvenir.

Al movimiento que escitaron en la opinion pública á principios del siglo los horrores de las antiguas prisiones, puestos en relieve por Howard y otros filántropos de su escuela, y al entusiasmo que en su primer tercio escitaron los sistemas ensayados en Norte-América, ha sucedido una indiferencia bastante visible hácia esos estudios, producida sin duda por acontecimientos políticos, económicos é internacionales de mas absorbente interés. Unese á esto, que sea el espíritu poco práctico de nuestra raza, ó las tradiciones de nuestra administracion, ello es que con dificultad se sacrifican en nuestra pátria, á ideas modestamente útiles, cuantiosos intereses. Si la reforma no se presenta como regeneradora de toda la sociedad, si con ella no puede esperarse el bien universal y la prosperidad pública de un golpe, no vale la pena de que una

nacion latina se preocupe de ella; si no hay entusiasmo, no hay fé; si la empresa no es sublime, no es realizable.

En pocos lustros se han abierto en nuestras montañas y han salvado nuestros valles ferro-carriles imposibles, que ofrecian riquezas inverosímiles: ¿en un siglo no habrá dinero para apartar de la senda del crímen á unos pocos desgraciados, que acaso acaba el Estado de precipitar en la perdicion, encerrándolos por una leve falta tal vez, en una de nuestras cárceles?

Pero ante esos obstáculos, ¿deberá desmayarse por completo y renunciar á todo, porque todo no puede conseguirse? De ninguna manera; y nuestros gobiernos centralizados, al absorber la vida, la actividad y la iniciativa de las estremidades, han asumido sobre su cabeza sus responsabilidades dispersas, y las hará pesar duramente sobre ellos la historia, si se hacen sordos á sus clamores. El camino es conocido, y está trazado ya; lo difícil es la actividad y la perseverancia para seguirle: empréndase con fé; renúnciese á esas preocupaciones de brillo esterior, sujetándose á la mas severa sencillez en todos los proyectos y todas las reformas; acéptese el concurso de todas las fuerzas sociales, sin matar, por un esceso de proteccion y de tutela, la iniciativa de las provincias y de los municipios, y por exajeradas prevenciones el espíritu de asociacion individual y el auxilio poderosísimo de institutos religiosos, que han realizado por sí solos en la historia misiones mas difíciles y bien pronto se verá, que si la empresa parece tan larga, es en gran parte porque se ha permanecido con los brazos cruzados frente á ella.

Junio 24 de 1866.

Francisco Tellez Giron.